



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

21^{ème} Conférence des États parties

Déclaration

**Prononcée par M. Urs Breiter
Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC**

La Haye, 28 novembre – 2 décembre 2016

Check against delivery

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

21st Conference of the States Parties

Statement

**By Mr. Urs Breiter
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW**

The Hague, 28 November – 2 December 2016

Monsieur le Président,

Je me joins aux précédents orateurs afin de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la 21^{ème} Conférence des Etats parties. Vous pouvez compter sur le plein soutien et l'entière coopération de ma délégation dans l'accomplissement de vos fonctions.

Il y a un peu plus d'un mois, le Conseil Exécutif de cette organisation se rencontrait dans le cadre de sa 83^{ème} session et faisait face à une situation sans précédent. En effet, le mécanisme conjoint d'enquête de l'ONU et de l'OIAC était arrivé à la conclusion, dans son troisième rapport, que les forces armées arabes syriennes ont eue recours au gaz chloré dans deux des six cas sous examen, alors que le groupe auto-proclamé « Etat islamique » a utilisé du gaz moutarde à une reprise. Entretemps, le JIM a publié son quatrième rapport dans lequel les forces armées arabes syriennes sont identifiées une nouvelle fois, dans un des trois cas sous examen, comme les auteurs de ces actes terribles que constituent les attaques à l'arme chimique. La Suisse salue l'adoption de la décision relative aux conclusions du JIM, bien que le texte adopté soit le plus petit dénominateur commun imaginable. Un silence suite à ces graves violations aurait mis en péril ce pilier de l'édifice du désarmement, de la non-prolifération et du droit international humanitaire qu'est l'OIAC, en plus de nuire gravement à sa réputation et sa crédibilité. Par ailleurs, ma délégation se réjouit de la prolongation du mandat du JIM pour une durée d'une année.

La Suisse condamne dans les plus vifs termes l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne par tout acteur et réitère son appel au Conseil de sécurité de référer ces cas à la Cour pénale internationale afin de permettre d'engager des poursuites pénales. Il est fondamental que les responsables de ces violations graves du droit international, qui peuvent constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, répondent de leurs actes.

La Suisse réitère également sa préoccupation au sujet des résultats du dernier rapport de l'Equipe d'évaluation des déclarations et des consultations du Directeur général y relatives. Nous exhortons la République arabe syrienne à enfin respecter toutes ses obligations au titre de la Convention.

L'emploi d'armes chimiques par des acteurs non-étatiques, comme cela a été confirmé par le JIM, est un développement inquiétant qui nécessite un renforcement des capacités de l'OIAC et de ses Etats parties. La mise en œuvre nationale de la Convention constitue un enjeu clé pour répondre à ce défi.

Monsieur le Président,

Si l'OIAC veut continuer à jouer un rôle essentiel dans l'élimination totale des armes chimiques, il est nécessaire qu'elle se prépare dès aujourd'hui à remplir cette tâche ambitieuse. Il faut pour cela qu'elle dispose des ressources et du personnel nécessaires. Elle doit aussi se concentrer sur sa vocation première d'organisation de désarmement chimique et de non-prolifération, et de centre d'excellence sur toutes les questions liées aux armes chimiques. Les travaux du groupe de travail à composition non-limitée sur les futures priorités contribueront à préparer les Etats parties et l'organisation de manière décisive.

Les rapprochements entre la biologie et la chimie ouvrent des possibilités de découvertes scientifiques et technologiques qui sont autant de défis pour la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et la CIAC. La Suisse a organisé au début du mois de septembre un deuxième atelier dans le cadre d'une série de rencontres à ce sujet : « Spiez Convergence ». Cet atelier, que le Directeur général Ahmed Üzümcü nous a fait l'honneur d'inaugurer, a réuni des scientifiques et des responsables politiques qui ont examiné ensemble les avantages et les inquiétudes que cette convergence suscite. Nous rendrons compte plus en détails de ces travaux et de leurs résultats lors de la rencontre parallèle qui aura lieu mercredi 30 novembre à treize heures dans la salle Europe. Toutes les délégations y sont cordialement invitées.

Au regard des avancées dans le domaine des sciences et technologies, nous réitérons notre appel au Directeur général d'inviter le Président du Conseil scientifique consultatif à fournir des informations concernant ces développements dans le cadre des Conférences des Etats parties.

De surcroît, nous réitérons notre conviction quant à la nécessité de continuer la discussion sur les produits chimiques agissant sur le système nerveux central. La Suisse, en collaboration avec l'Australie, poursuit son engagement afin de sensibiliser les divers groupes régionaux à ce sujet. 33 Etats parties se sont associés au document conjoint portant sur l'aérosolisation de produits chimiques agissant sur le système nerveux central à des fins de maintien de l'ordre public qui est resoumis à la Conférence cette année. J'encourage tous les Etats parties à s'y associer et les invite aussi à prendre part au side-event organisé en coopération avec l'Australie, qui aura lieu mardi 29 novembre à treize heures dans la salle Europe.

Monsieur le Président,

Comme déjà mentionné, la mise en œuvre nationale de la Convention au titre de l'article VII est fondamentale pour répondre aux défis présents et futurs de l'OIAC. La Suisse s'engage à travers le programme « Mentorship », qu'elle considère comme un outil utile et efficace. Les visites mutuelles des délégations namibienne et suisse à Berne et Windhoek plus tôt cette année dans le cadre de ce programme ont permis d'engendrer des discussions fructueuses ainsi que des résultats concrets.

Enfin, la Suisse appuie le programme et budget de 2017 et tient à souligner les efforts du Secrétariat technique pour le maintien d'un budget à croissance nominale nulle. Ces efforts sont toutefois mitigés par les problèmes de liquidité auxquels l'organisation doit faire face en raison d'impayés. La Suisse appelle tous les Etats parties à s'acquitter sans retard de leurs contributions et, pour ceux que cela concerne, à rembourser les coûts liés aux activités de vérification. Si ces appels devaient rester insuffisants, une réflexion sur des mesures plus contraignantes devrait être engagée, en lien avec le droit de vote ou l'accès à des postes au sein du Secrétariat.

Afin de terminer sur une note positive, permettez-moi d'exprimer la gratitude de mon pays envers le Secrétariat technique et les Etats parties impliqués dans les opérations de destruction des armes chimiques libyennes restantes.

Je vous remercie.

Mr. Chairman,

I would like to join previous speakers in congratulating you on your election as Chairperson of the 21st Conference of States Parties. You can count on the full support and cooperation of my delegation in the fulfilment of your duties.

A little over a month ago, the Executive Council of this organization met for its 83rd session and had to face an unprecedented situation. The OPCW-UN Joint Investigative Mechanism concluded in its third report that the Syrian Arab Armed Forces had used chlorine in two of the six cases examined, while the self-proclaimed 'Islamic State' group had used sulfur mustard on one occasion. In the meantime, the JIM has published its fourth report which identifies the Syrian Arab Armed Forces once again, in one of the three cases under consideration, as responsible for chemical weapons attacks. Switzerland welcomes the adoption of the decision concerning the JIM's conclusions, although the adopted text is the smallest common denominator conceivable. Remaining silent before these blatant violations would have put at stake this pillar of the edifice of disarmament, non-proliferation and international humanitarian law that the OPCW represents, besides undermining its reputation and credibility. Furthermore, my delegation welcomes the renewal of the JIM's mandate for a further year.

Switzerland condemns in the strongest terms the use of chemical weapons in the Syrian Arab Republic by all parties and calls once again upon the Security Council to refer these cases to the International Criminal Court in order to allow the initiation of criminal proceedings. It is of utmost importance that the perpetrators of these grave violations of international law, which can constitute war crimes and crimes against humanity, be held accountable.

Switzerland reiterates its deep concern about the results of the last DAT report as well as the outcome of the Director-General's consultations. We urge the Syrian Arab Republic to finally comply with its obligations under this Convention.

The use of chemical weapons by non-state actors, as confirmed by the JIM, is a disturbing development which requires the reinforcement of the capacities of the OPCW and its State Parties. The national implementation of the Convention represents a key issue in responding to this challenge.

Mr. Chairman,

If the OPCW wants to continue to play an essential role in the elimination of chemical weapons, it must take the necessary steps as of now to fulfill this ambitious task. The organization must therefore be provided with the necessary resources and staff. At the same time, the OPCW needs to focus on its core objectives as a chemical disarmament and non-proliferation organization and a center of excellence for any chemical weapons related issue. The discussions within the open-ended working group on future priorities will contribute to preparing the OPCW and States Parties decisively.

The convergence of biology and chemistry opens the door to scientific and technological discoveries, which pose significant challenges to both the BWC and the CWC. Early September, Switzerland convened a second workshop on the issue: "Spiez Convergence". The event, which was inaugurated by the Director-General Ahmed Üzümcü, brought together scientists and policymakers who together considered the benefits and concerns associated with this convergence. We will report on the workshop and its outcomes in more detail at a side-event which will take place on Wednesday, 30 November at 13:00 in the Europe Room. All delegations are cordially invited to participate.

With regard to advances in science and technology, we reiterate our call to the Director-General to invite the Chair of the Scientific Advisory Board to brief us on these developments in the framework of the Conferences of States Parties.

Moreover we reiterate our belief in the need to continue the discussion on central nervous system-acting chemicals. Switzerland, in collaboration with Australia, pursues its commitment in order to raise awareness on this topic among the regional groups. 33 States Parties have associated themselves with the joint paper on aerosolisation of central nervous system-acting chemicals for law enforcement purposes which is resubmitted to the Conference of State Parties this year. I encourage all delegations to join it and also invite them to take part to the side-event organized in cooperation with Australia, which will take place on Tuesday 29th of November at 13:00 in the Europe Room.

Mr. Chairman,

As mentioned previously, in order to meet the present and future challenges of the OPCW the national implementation of the Convention under article VII is essential. Switzerland is engaging through the "Mentorship" program, which we consider to be an effective and useful tool. Mutual visits of the Namibian and Swiss delegations in Bern and Windhoek earlier this year in the framework of this program have yielded fruitful discussions and concrete results.

Finally, Switzerland supports the program and budget for 2017 and wishes to underline the Technical Secretariat's efforts to maintain a zero nominal growth budget. These efforts are mitigated by the liquidity problems the organization is facing due to arrears. Switzerland urges once again all States Parties to pay their contributions without delay and for those concerned, the costs related to verification activities. Should these calls remain insufficient, a reflection on more binding measures should be engaged in relation to voting rights and access to posts within the Secretariat.

In order to finish on a positive note please let me express the gratitude of my country towards the Technical Secretariat and States Parties involved in the destruction operations of the remaining Libyan chemical weapons.

I thank you.